



ARRÊTÉ DU MAIRE

Autorisation de sonorisation

Le Maire de la Ville de Lillebonne,

- Vu le Code de la Santé Publique, et notamment les articles L.1311-1, L.1311-2, L.1312-2, L.1421-4, L.1422-1, L.1431-2, R1336-1 et suivants, R.1337-6 et suivants ;
- Vu le Code de l'Environnement, et notamment les articles L.571-1 à L.571-16, L.571-18 à L.571-26, R.571-1 à R.571-25, R.571-91 à R.571-95 et R.571-97 ;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.2212-1 ; L.2212-2, L.2213-4, L.2214-4, L.2215-1 à L.2215-3, L.2542-10 ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 16 octobre 2017 modifiant l'arrêté DSP/ARS n°2014/101 du 08 octobre 2014 relatif à la lutte contre le bruit dans le département de la Seine-Maritime et notamment son article 3 qui précise que le maire peut accorder des dérogations exceptionnelles, par arrêté municipal, lors de circonstances particulières telles que des manifestations commerciales, fêtes ou réjouissances ou pour l'exercice de certaines professions ;
- Vu la demande formulée par M. Olivier MALLARD - 65 rue Félix Faure à La Frenaye, représentant l'Association Rallye'n Caux, en vue d'être autorisé à utiliser une sonorisation, les 23 et 24 mars 2024, dans le cadre de l'organisation du Rallye automobile du Pays de Caux.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1^{ER} - L'Association Rallye'n Caux est autorisée à utiliser une sonorisation à l'occasion du Rallye automobile du Pays de Caux organisé :

- Samedi 23 mars 2024 et dimanche 24 mars 2024 - Place de Coubertin et Place Carnot.

ARTICLE 2 - La présente autorisation porte exclusivement sur la diffusion de renseignements relatifs à la manifestation.

Il devra être fait un usage modéré des haut-parleurs de manière à ne pas gêner la tranquillité des riverains.

ARTICLE 3 - Le bénéficiaire de la présente autorisation s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires pour préserver le système auditif des participants et limiter les nuisances sonores pour le voisinage et ce, conformément aux mesures réglementaires applicables en matière de prévention des risques liés aux bruits et sons amplifiés.

Lesdites mesures sont précisées dans la fiche synthétique de l'Agence Régionale de Santé éditée le 17/06/19 jointe au présent arrêté.

ARTICLE 4 - Le présent arrêté ne vaut pas autorisation d'occupation du domaine public, qui devra faire l'objet d'une demande spécifique.

VILLE DE LILLEBONNE

ARTICLE 5 - Tout manquement aux articles 2 et 3 du présent arrêté expose le bénéficiaire de la présente autorisation aux poursuites prévues par les articles R1336-14 à R1336-16 et R1337-6 à R1337-10-2 du Code de la Santé Publique.

ARTICLE 6 - Le présent arrêté peut faire l'objet de recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'état.

ARTICLE 7 - Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie, Monsieur le Commandant de Police, Madame le Lieutenant de Brigade de Port-Jérôme, Monsieur le Chef de la Police Intercommunale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inscrit au registre des arrêtés du maire.

Fait à Lillebonne, le 19 février 2024

Par délégation du Maire,
L'Adjoint,



Franck LEMAITRE